

[Text]

does, but we do not see this plan as something which is aimed at that, but rather at more limited economic objectives.

• 1600

Mr. Crosbie (St. John's West): Let me ask you, while we are in the Caribbean, about Guatemala. The Canadian missionary, Mr. Léger, was shot there as you know. He was violently killed during the summer, and without, as far as I know, any satisfactory explanation as to what happened. In fact, it was difficult getting his body back.

In addition, there have been reports that death threats were made on members of the Canadian diplomatic mission in Guatemala. In fact, I believe three out of five down there were removed. I think we still have two there, and there are several hundred Canadians in Guatemala. Has there been a satisfactory report received from the Guatemalan government as to how and why Mr. Léger met his death? We all heard the story, that no one gives much credibility to, that he was a rebel or in arms down there against the government.

Have we any reports that we have initiated ourselves, that explain the circumstances surrounding his death or the motives, and what is the situation with our representatives there? Are you satisfied that they are properly protected? Is there any adequate explanation of where these death threats came from? And can we rest assured that they are safe there, and Canadians in Guatemala are safe at the present time?

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, we made two requests to the Government of Guatemala following Mr. Léger's death. The first was for the exhumation of the body and we obtained that after very considerable legal difficulties resulting from provisions in Guatemalan law. We were eventually able to have the body exhumed. It was flown back to New Brunswick and was there interred. The second request we made was for an explanation of the happenings and, to the best of my knowledge, we have not yet received a reply from the Guatemalans to that effect.

Mr. Daniel Molgat (Deputy Under-Secretary (Management), Department of External Affairs): That is correct, sir. Our Ambassador to Guatemala, who is duly accredited from Mexico, Mr. Charland, has expressed our strong desire for an early and full report to the Guatemalan foreign minister, in a meeting that took place on the tenth of this month. It has not yet been received.

Mr. MacGuigan: I believe there is no connection between the Léger happening and the threats which were received. Indeed it is more likely that the threats were related to a number of entirely erroneous newspaper reports published in Guatemala, that Canada was in the process of sending armed

[Translation]

importance stratégique. Elles en ont une, mais nous ne concevons pas ce projet comme quelque chose d'axé là-dessus mais plutôt sur des objectifs économiques plus circonscrits.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Pendant que nous en sommes aux Antilles, je vais poser une question sur le Guatemala. Un missionnaire canadien, M. Léger, y a été abattu, vous ne l'ignorez pas. Il a été tué cet été et, à ma connaissance, on ne nous a pas fourni d'explications satisfaisantes à ce sujet. De fait, il a même été difficile de rapatrier le corps.

En outre, on rapporte que des menaces de mort ont été proférées contre des membres de la mission diplomatique canadienne au Guatemala. Je crois que trois des cinq employés en mission là-bas ont été retirés. Je crois qu'il en reste encore deux, mais il y a aussi quelques centaines de Canadiens dans ce pays. J'aimerais donc savoir si le gouvernement guatémaltèque nous a fait parvenir un rapport satisfaisant sur les circonstances de la mort de M. Léger. Nous avons tous entendu l'histoire d'après laquelle il était un rebelle armé et qu'il combattait le gouvernement, mais personne n'ajoute beaucoup de foi à cette version des faits.

Par ailleurs, disposons-nous de rapports que nous avons rédigés nous-mêmes et qui expliquent les circonstances de cette mort ou ses motifs, et quelle est la situation de nos ressortissants là-bas? Êtes-vous convaincu qu'ils sont suffisamment protégés? Avons-nous des explications suffisantes sur la provenance de ces menaces de mort? De plus, peut-on nous donner l'assurance que les Canadiens en poste au Guatemala sont en sécurité et que nos compatriotes qui y vivent le sont aussi à l'heure actuelle?

M. MacGuigan: Monsieur le président, à la suite du décès de M. Léger, nous avons demandé deux choses au gouvernement du Guatemala. Premièrement, nous avons demandé qu'on exhume son corps, ce que nous avons obtenu après avoir dû surmonter un grand nombre d'obstacles juridiques en raison des dispositions de la loi guatémaltèque. Cependant, nous avons fini par obtenir l'exhumation du corps qui a été rapatrié par avion au Nouveau-Brunswick où il y a été enterré. En second lieu, nous avons demandé qu'on nous explique les circonstances de cette mort et, à ma connaissance, nous n'avons pas encore reçu de réponse à cette question de la part des autorités guatémaltèques.

M. Daniel Molgat (sous-secrétaire adjoint à la gestion, Ministère des Affaires extérieures): C'est exact. Notre ambassadeur au Guatemala, qui est accrédité au Mexique, M. Charland, a fait savoir au ministre des Affaires étrangères du Guatemala, lors d'une réunion qui a eu lieu le 10 courant, que nous tenons instamment à ce que l'on nous communique dans les plus brefs délais un rapport complet sur cette affaire. Nous ne l'avons pas encore reçu.

M. MacGuigan: Par ailleurs, je crois qu'il n'y a aucun lien entre le décès de M. Léger et les menaces de mort proférées à l'endroit des diplomates. En fait, il est assez probable que ces menaces sont le résultat d'un certain nombre d'articles de journaux tout à fait faux publiés au Guatemala. Ils affirmaient